

La confiance  
ça se mérite

**Amundi**

ASSET MANAGEMENT

FLASH

## Conflit russo-ukrainien Point sur la situation

10 mars 2022

Alors que les forces russes poursuivent leur offensive pour encercler Kiev et qu'une maternité de Marioupol a été bombardée, la communauté internationale continue de prendre la mesure de l'ampleur de la crise. Aux Etats-Unis, le président américain Joe Biden a annoncé avoir ordonné un embargo sur le pétrole et le gaz russes, afin d'alourdir les sanctions imposées à Vladimir Poutine. Les élus de la Chambre des représentants ont, en parallèle, adopté un nouveau budget fédéral américain qui comprend une enveloppe historique de près de 14 milliards de dollars (12,6 milliards d'euros) pour la crise.

Les dirigeants des vingt-sept pays membres de l'Union européenne se retrouvent, quant à eux, aujourd'hui et demain pour le sommet des chefs d'État et de Gouvernement. L'objectif affiché est de poser les fondations d'une Europe plus souveraine après l'invasion russe en Ukraine.



### Quelles perspectives pour les marchés ?

Les marchés financiers restent sous pression et la volatilité demeure très élevée. Les bourses européennes ont été largement pénalisées, l'indice Eurostoxx 50 reculant, à la clôture du 8 mars, de près de 20% par rapport à ses plus hauts de novembre dernier. La demande pour les actifs refuges reste forte, bien qu'elle se stabilise. Le taux 10 ans américain est tombé à 1,7% (pour remonter ensuite) et l'or a franchi le cap des 2 000 dollars/l'once.

Avec l'embargo américain et britannique sur le pétrole russe, les prix bruts ont atteint jusqu'à 130 dollars le baril. Record également pour le prix du gaz européen, qui a franchi la barre des 300 euros par mégawattheure lundi 7 mars. Cette envolée des cours s'est également propagée aux autres matières premières, à des niveaux jamais vus auparavant.

Les perspectives de la crise apparaissent très incertaines : les négociations en cours sont centrées sur les demandes russes concernant le Donbass et la Crimée et la neutralité de l'Ukraine vis-à-vis de l'OTAN, mais aucune résolution ne se profile à l'horizon.

### Quels impacts sur les perspectives économiques ?

La crise ukrainienne devrait avoir des conséquences très significatives pour l'Europe, compte tenu de sa dépendance énergétique et de sa proximité géographique. Bien que l'incertitude quant à l'évolution et à l'issue de la crise rende difficile l'évaluation de son impact sur les fondamentaux macroéconomiques, nous pensons que l'inflation dans la zone euro restera élevée au cours de l'année en raison de la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation. Cette forte inflation devrait impacter négativement la consommation et la rentabilité des entreprises (via la hausse de coûts de production). Cela pourrait même conduire à une récession temporaire dans l'hypothèse basse de nos prévisions.

La Chine est, quant à elle, en train d'adopter une position plus neutre dans le conflit et pourrait jouer un rôle de médiateur. En effet, l'Europe est une zone clé pour le pays en termes économiques mais aussi stratégiques pour le maintien d'un nouvel ordre mondial. Ainsi, l'Empire du Milieu peut devenir le pendule de la crise, mais aussi un moteur de croissance qui peut empêcher une nouvelle détérioration de la situation macroéconomique. Dans cette optique, la Chine a, en début d'année, assoupli sa politique monétaire et réduit les coûts de financement des entreprises pour soutenir son économie dans un contexte de difficultés économiques croissantes. Alors que la crise du marché immobilier et d'importantes restrictions sanitaires face au Covid-19 ont pesé sur la confiance des consommateurs, Pékin s'est fixé un objectif de croissance « d'environ 5,5% » cette année avec une inflation contenue.

**De leur côté, les banques centrales doivent adapter leur stratégie**, l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe rebattant les cartes. L'inflation, déjà supérieure à leur objectif de moyen terme, accélère dans les pays développés, atteignant des niveaux inégalés depuis des décennies. La guerre entre la Russie et l'Ukraine devrait exacerber la hausse des prix. Les banques centrales seront donc confrontées au dilemme suivant : agir contre l'inflation ou éviter de graves perturbations économiques sur fond de forte incertitude.

Si, en février, la **Banque centrale européenne (BCE)** s'apprêtait à entamer le virage du resserrement monétaire, sans précision de calendrier, les dernières communications de l'institution reconnaissent désormais la nécessité de prendre en compte les risques pesant sur la croissance et l'inflation. En outre, le soutien attendu des politiques budgétaires, qui signifie plus de dette et de besoins de financement à l'avenir, jouera un rôle dans la fonction de réaction de la BCE. D'éventuelles émissions importantes d'obligations européennes sont évoquées pour financer des plans énergétiques et de défense. La BCE restera donc prudente et ajustera son processus de normalisation en fonction des prochaines données économiques et en particulier des hausses salariales dans la zone euro.

La **Réserve fédérale américaine (Fed)** devrait, quant à elle, mettre fin à son programme d'assouplissement quantitatif en mars et devrait relever ses taux le même mois. La Fed se déclare prête à agir de manière offensive si l'inflation s'avère supérieure aux attentes. Les marchés tablent désormais sur près de six hausses de 25 points de base d'ici février 2023.

### Quelles conséquences en matière d'investissement ?

En période d'incertitude comme celle que nous traversons actuellement, il peut être tentant, à court terme, de vouloir sécuriser ses placements. Toutefois, les points de sortie et d'entrée sont toujours difficiles à maîtriser. **En désinvestissant, l'épargnant peut passer à côté du rebond attendu des marchés.**

A titre d'illustration, lors de la crise du Covid, les épargnants qui étaient sortis au plus fort de la crise financière, le 18 mars 2020, n'ont pas participé à la hausse de 61,5% (performance du CAC40) qui s'est produite les 12 mois suivants<sup>1</sup>.

Il est indispensable, pour l'épargnant, de garder en tête sa stratégie de placement, l'importance d'investir régulièrement et l'intérêt de la diversification sur différents types d'actifs, notamment ceux dits « risqués » qui, à moyen et long termes sont susceptibles d'apporter un surcroît de performance à ses investissements.

Se faire accompagner par des professionnels de l'investissement permet également de ne pas céder à ses émotions et de bénéficier d'une gestion plus réactive grâce à des arbitrages effectués lorsque les marchés évoluent.

1. Source : Amundi. Performances du CAC 40 du 18 mars 2020 au 16 mars 2021. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

### Définitions

- **Assouplissement quantitatif** : l'assouplissement de la politique monétaire correspond à la baisse des taux directeurs, permettant l'accès à des crédits moins onéreux pour les particuliers ou les entreprises ou à de la création de monnaie centrale sous forme de prêts consentis aux banques commerciales afin de faciliter le financement de l'économie. Une partie de cette monnaie peut aussi servir à l'achat d'obligations publiques ou privées afin de faire baisser les taux d'intérêt sur le marché obligataire. La banque centrale peut aussi acheter des parts de fonds actions ou de fonds immobiliers afin de faire monter les cours des actions et de l'immobilier. Le bilan de la banque centrale augmente à due proportion de ces interventions. Les objectifs sont d'augmenter le niveau de croissance économique, de lutter contre la déflation mais aussi de soutenir les prix des actions et de l'immobilier pour créer un « effet richesse » qui renforce la confiance des épargnants et les incite à consommer et investir. Enfin cette création monétaire contribue à l'affaiblissement de la monnaie, ce qui favorise les exportations.
- **Liquidité** : capacité et rapidité avec laquelle il est possible d'acheter ou de vendre un actif sur un marché sans que les prix du support n'en soient fortement affectés. La notion de liquidité s'applique à l'ensemble des actifs bancaires, financiers,... Pour beaucoup d'acteurs économiques, la liquidité mesure la capacité à assumer ses différentes échéances financières à court terme dans le cadre de son activité courante. L'insuffisance de liquidités peut conduire à des situations de cessation de paiement.
- **Volatilité** : mesure l'amplitude de la variation de la valeur d'un actif pendant une période donnée. Une volatilité importante traduit généralement une forte exposition au risque. Lorsque la volatilité est élevée, la possibilité de gain est importante, mais le risque de perte l'est aussi.



---

## AVERTISSEMENT

### **Achevé de rédiger le 10/3/2022.**

Ce document est fourni à titre d'information uniquement. Les informations qu'il contient ne constituent en aucun cas une offre ou une sollicitation par un membre quelconque du groupe Amundi de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers. Ces informations sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos et ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit.

Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans notre autorisation. Les informations figurant dans cette publication ne visent pas à être distribuées ni utilisées par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Amundi ou ses sociétés affiliées de se conformer aux obligations d'enregistrement de ces pays. La totalité des produits ou services peut ne pas être enregistrée ou autorisée dans tous les pays ou disponible pour tous les clients.

### **Amundi Asset Management**

Société par actions simplifiée au capital social de 1 143 615 555 euros

Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'AMF sous le n° GP 04000036

Siège social : 91-93, boulevard Pasteur - 75015 Paris - France

Adresse postale : 91, boulevard Pasteur CS21564 - 75730 Paris Cedex 15 - France - Tél. +33 (0)1 76 33 30 30

Siren : 437 574 452 RCS Paris - Siret : 43757445200029 - Code APE : 6630 Z - N° Identification TVA : FR58437574452